

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-Fonds-Vautours-l-ultime-provocation-du-juge-Griesa-sur-Bonar-2024>

Argentine/Fonds Vautours : l'ultime provocation du juge Griesa sur Bonar 2024

- Argentine -

Date de mise en ligne : jeudi 23 juillet 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En avril dernier l'Argentine a émis des bons du Trésor - Bonar 2024- pour 1,4 milliard de dollars. Cet emprunt destiné à financer des infrastructures se trouve dans le collimateur de l'insatiable juge new-yorkais, Thomas Griesa.

Dans une dernière provocation, le juge New-yorkais Thomas Griesa, a autorisé, il y a quelques semaines, les fonds vautours (en l'occurrence Aurelius et NML Capital de Paul Singer) à lancer une nouvelle procédure afin de tenter de bloquer le paiement des intérêts des obligations de l'emprunt argentin Bonar 2024.

Pour mémoire, ces Fonds vautours ont refusé l'accord de renégociation de la dette argentine, et représentent moins de 7 % des créanciers, et enchainent depuis des procédures sans fin à l'encontre du pays (voir liste des articles ci-dessous).

Mais L'emprunt Bonar 2024 n'a rien à voir avec la restructuration de la dette argentine pour laquelle ils sont en litige avec le pays. Reste aux fonds vautours à démontrer que cette émission de bons est un prolongement de la dette internationale, et que sa finalité n'est pas de financer des investissements structurels comme l'a toujours affirmé le gouvernement argentin lors de son lancement.

Le « feu vert » donné par le juge Griesa ouvre donc la possibilité aux fonds vautours de chercher et de faire valoir les instrumentes juridiques pour empêcher le paiement des intérêts liés à ces titres à leurs détenteurs.

La Banque Centrale argentine comme cible

Pourtant ces titres émis sous législation locale, donc en dehors de celle du juge new-yorkais, et sans avoir recours à l'intermédiation de banques internationales, devraient se trouver hors de portée des griffes des fonds vautours. Mais c'est sans compter avec l'interprétation des précédentes décisions du juge Griesa. Provocation ou une tentative réelle pour faire main basse sur tout ce qui touche l'Argentine, l'affaire va sûrement connaître de multiples épisodes.

Aussi la Banque Centrale argentine n'a pas tardé à réagir sous forme d'un mémo envoyé au juge, demandant que l'institution soit laissée en dehors du litige qui oppose l'Argentine aux fonds vautours, les sanctions ne pouvant toucher des tiers, comme le prévoit la loi étasunienne, selon l'avocat Joseph Neuhaus, du cabinet *Sullivan & Cromwell*.

Car, le 17 juin dernier, les fonds vautours ont demandé l'extension du Discovery - la recherche des actifs de l'Etat argentin déposés dans des banques à capitaux étasuniens n'importe où dans le monde-, et une sanction contre l'Argentine au prétexte qu'elle refuse de donner les informations concernant ces actifs. D'où la précision ajoutée au mémo remis au juge « la BCRA n'a eu aucun rôle dans le supposé frein de l'argentine à fournir l'information demandée, et les requérants n'ont formulé aucune demande d'information à la banque centrale ... », puisque MNL a désigné comme « alter ego » supposés de l'Etat argentin, la compagnie pétrolière YPF, la Banque Centrale pour demander l'embargo de leur biens à l'extérieur du pays, comme il a tenté de le faire plusieurs fois sur d'autres actifs.

Il est patent que les vautours ont fait de leur cible la Banque Centrale argentine et vont s'employer à obtenir un jugement d'une Cour new-yorkaise établissant un lien entre la BCRA et la République Argentine, et ainsi l'extension

du Discovery. Enfin les méandres de la justice étasunienne ne jouent pas en faveur de l'Argentine. Ainsi un procureur fédéral du district de New-York, Richard Zabel spécialisé dans les délits d'initiés liés au fonds vautours est allé rejoindre les rangs de Paul Singer ; les fonds vautours s'entourent bien.

Estelle Leroy-Debiasi* pour [El Correo de la diaspora latinoamericana](#), Paris, 23 Juillet 2015

Pour en savoir plus une sélection d'articles :

- [Fonds Vautours : le double jeu de la Citibank sanctionné par l'Argentine](#), 31 mars 2015
- [Argentine/Fonds Vautours : La Citibank coincée par le juge Griesa](#), 17 mars 2015.
- [Fonds Vautours/Argentine : Bataille juridique entre Londres et New York](#), 18 février 2015.
- [Argentine-Fonds Vautours : une nouvelle donne en janvier 2015](#), 24 décembre 2014
- [En Argentine, cristallisation du feuilleton autour des Fonds Vautours](#), 11 Novembre 2014
- [Argentine-Fonds Vautours : Un nouveau cadre légal de paiement de la dette](#), 7 septembre 2014
- [Argentine et fonds vautours : Prochains rendez vous avec la justice newyorkaise](#), 17 aout 2014
- [L'Argentine enquêtera via la Security Exchange Commission \(SEC\) sur une « escroquerie » des vautours autour des CDS](#), 2 aout 2014
- [Argentine : Après le « Griefault », le feuilleton continue...](#), 31 juillet 2014.
- [L'Argentine en « Griefault » mais pas en cessation de paiement](#), 31 Juillet 2014.
- [Argentine-Fonds Vautours : Les créanciers européens se font entendre](#), 30 juillet 2014
- [Argentine-Fonds vautours : Le juge Griesa autorise le paiement de certains titres mais complique la donne](#) 29 juillet 2014.
- [Argentine-Fonds Vautours : Chronique d'un « faux » défaut annoncé](#), 28 juillet 2014.
- [L'Argentine élabore une solution pour payer ses échéances](#). El Correo, 19 juin 2014.
- [Fonds Vautours : L'Argentine devant la Cour Suprême US](#). El Correo, 12 février 2014.
- [Argentine contre Fonds Vautours : la Cour Suprême US se penchera sur le sujet](#). El Correo, 14 janvier 2014.
- [Fonds Vautour : La Cour suprême des Etats-Unis a rejeté l'étude du cas argentin](#). El Correo, 8 octobre 2013.
- [Argentine contre Fonds Vautours : l'AG de l'ONU prise à témoin](#). El Correo, 28 septembre 2013.
- [Dette souveraine argentine-USA : La victoire des vautours](#). El Correo, 15 septembre 2013
- [Argentine contre Fonds Vautours : Soutien de la France, ambiguïté du FMI sous pression US](#). El Correo, 30 juillet 2013.
- [Bras de fer entre l'Argentine et les fonds vautours : Le dangereux lobby de l'ATFA](#). El Correo, 23 novembre 2012.

[El Correo de la diaspora latinoamericana](#), Paris 23 Juillet 2015

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).